

Un tournant dans la crise ukrainienne ?

mardi 21 janvier 2014, par [SAMARY Catherine](#) (Date de rédaction antérieure : 21 janvier 2014).

Alors que les manifestations contre le rapprochement avec Moscou marquaient le pas, des lois répressives votées à main levée en plein chaos au Parlement, ont été adoptées le 16 janvier par les députés ukrainiens. Elles ont donné un nouveau souffle aux mobilisations populaires ouvrant peut-être une nouvelle phase dans le face-à-face tendu et politiquement confus entre manifestants et policiers.

Les textes votés sont un véritable tournant répressif très radical [1] : s'ils prévoient des peines de prison de quinze jours pour l'installation non autorisée de tentes ou d'estrades dans des endroits publics, ils vont jusqu'à cinq ans de prison pour les personnes bloquant des bâtiments officiels - et entre les deux, ils entretiennent le flou le plus large sur ce qui est décrit comme "*atteintes à l'ordre public*" ou expression "*radicales*" passibles de lourdes peines : il s'agit de policer Internet et les médias, comme les manifestations publiques. Ces lois seront effectives mercredi 22 janvier à minuit.

Il est sans doute partiellement vrai, comme le souligne Piotr Smolar le 20 janvier, dans *Le Monde* [2], que l'"*Opposition est dépassée par la colère des manifestants*". Ces derniers n'ont en effet pas de véritables leader - contrairement à l'époque de la dite "Révolution Orange" de 2004 qui porta au pouvoir l'opposition libérale : la défiance envers les partis dominants l'emporte aujourd'hui. Il s'y combine la crainte que le régime oligarchique ukrainien, compatible depuis 2004, avec un réel pluralisme notamment des médias, ne dérive vers une variante plus autoritaire. Et c'est d'abord parce qu'ils expriment la crainte que les liens à la Russie de Poutine favorisent une telle évolution, que les manifestants ne sont pas réductibles aux seuls partisans de l'UE. Mais les accords conclus en décembre avec la Russie ne sont pas immédiatement une intégration à l'Union douanière proposée par Poutine. Et ils réduisent les factures d'énergie et la pression du FMI qui pèsent sur la population - alors que l'UE soutient les orientations du FMI et n'offre aucune perspective concrète de mieux-être, ni même de libre circulation. Il n'est donc pas étonnant que les mobilisations sur le terrain anti-russe soient retombées. Par contre, les nouvelles lois répressives font rebondir des craintes qui vont bien au-delà des partisans de l'UE, en fournissant de surcroît une cible immédiate aux protestations. L'ensemble pourrait déboucher sur la radicalisation du cours répressif ou sur une explosion sociale - la première risquant d'ailleurs de produire et non pas d'empêcher la seconde. Mais sans orientation alternative crédible. Les signes d'ouverture du régime - amnistie pour les manifestants arrêtés cet automne, commission d'enquête sur les violences policières de novembre, proposition de table ronde avec l'opposition - risquent de ne pas peser lourd au regard des lois du 16 janvier.

Jusqu'alors, les trois formations d'opposition - le parti "Patrie" libéral, de Ioulia Tymochenko, le parti Svoboda (Liberté) néo-nazi, et le parti centriste du boxeur Vitali Klitschko - sont apparues ensemble. Les diplomaties occidentales affichant leur soutien aux manifestants ne se sont pas non plus dissociées des actions des groupes fascistes, espérant que l'exaspération populaire que peuvent instrumentaliser les groupes plus radicaux, aiderait à faire chuter le gouvernement - après l'échec de la motion de défiance à l'Assemblée nationale fin novembre. Comme il n'est pas possible de sanctionner (en démocratie) le refus de signer un Accord d'Association avec l'UE ratifié par un parlement, ni le rapprochement avec la Russie, les menaces de sanction des Etats-Unis ciblent la répression.

Mais le boxeur Vitali Klitschko s'est inquiété de la dynamique des violences du côté des manifestants le 20 janvier : armé d'un mégaphone, il a cherché à calmer le jeu - en se faisant accueillir par des décharges d'extincteur. Selon l'article cité de Piotr Smolar, *"ses partisans ont dû le retenir pour qu'il ne se fasse pas justice"* et *"dans la nuit, Vitali Klitschko a rencontré le président Viktor Ianoukovitch"* pour le mettre en garde *"contre la tournure dramatique des événements"*. Après sa rencontre avec le chef de l'Etat il a déclaré que *"le président Viktor Ianoukovitch a promis de créer une commission avec des représentants de l'opposition pour mettre fin à la crise politique"*.

Si la confrontation entre le pouvoir et les manifestants échappe largement à ce parti comme aux autres, elle est encouragée par Ioulia Timochenko, de sa prison - qui y voit la chance d'une chute du régime - et elle est en partie le fait du parti Svoboda, même si l'exaspération populaire et la radicalité sont de divers bords idéologiques. Parmi la partie la plus déterminée des manifestants se trouvent deux composantes, elles-mêmes en conflit : une logique "d'Action directe" de type anarchiste à vocation "indignée de gauche" et celle des groupes néo-nazis xénophobes et "Indignés de droite" radicalement anti-communistes et menant des actions violentes à la fois contre les forces de police du régime et contre des manifestants ou groupes anars ou marxistes. La majeure partie des manifestants est plutôt ancrée dans les régions occidentales où domine la droite. Le reste du pays semble plus attentiste. Mais un 'Maidan de gauche" tente d'émerger et d'offrir aux protestataires un programme immédiat en dix points [3], qui se centre contre l'oligarchie d'où qu'elle vienne, sa corruption et les cadeaux fiscaux dont elle bénéficie dans un contexte de marasme social.

Notre solidarité pour l'émergence de cette gauche alternative, contre la répression et pour la plus grande expression pluraliste des enjeux, s'oppose nécessairement à la fois à un régime qui vote de telles lois et aux orientations réactionnaires qui sont contradictoires avec l'auto-détermination populaire et démocratique libre des choix.

Catherine Samary, le 21 janvier 2014

Les 10 points de l'Opposition de gauche en Ukraine

The ten points of the Left Oppostion in Ukraine

The ten points of the Left Oppostion in Ukraine (see ditailed comments of each points in the original Manifesto put on line.

1. GOVERNMENT BY THE PEOPLE, NOT BY THE OLIGARCHS
2. NATIONALIZATION OF PRIMARY INDUSTRIES
3. WORKERS SHOULD CONTROL ALL FORMS OF OWNERSHIP
4. INTRODUCTION OF A LUXURY TAX
5. PROHIBITION OF OFFSHORE CAPITAL TRANSFERS
6. SEPARATION OF BUSINESS AND GOVERNMENT
7. REDUCTION OF SPENDING ON THE BUREAUCRATIC APPARATUS
8. DISSOLUTION OF BERKUT AND OTHER SPECIAL FORCES
- 9.ACCESS TO FREE EDUCATION AND HEALTHCARE
- 10.WITHDRAWAL FROM OPPRESIVE INTERNATIONAL FINANCIAL INSTITUTIONS

Les dix points du programme proposé : voir les commentaires de chaque points dans le programme détaillé mis en ligne [4].

- 1 Gouvernement par le peuple, pas par les oligarques
 - 2 Nationalisation des industries de ressources primaires
 - 3 Contrôle ouvrier sur toutes les formes de propriété
 - 4 Introduction d'une taxe sur les produits de luxe
 - 5 Interdictions des transferts de capitaux dans les paradis fiscaux
 - 6 Séparation entre monde des affaires et gouvernement
 - 7 Réduction des dépenses de l'appareil bureaucratique
 - 8 Dissolution des forces spéciales de répression (Berkut et autres)
 - 9 Accès gratuit à l'éducation et aux soins de santé
 - 10 Retrait des institutions internationales financières oppressives
-

Notes

[1] <http://citizenjournal.info/wp-content/uploads/dictatorship-en.jpg>

[2] http://www.lemonde.fr/europe/article/2014/01/20/a-kiev-l-opposition-en-passe-d-etre-depassee-par-la-colere-des-manifestants_4350966_3214.html

[3] Voir sur ESSF (article 30895), [Manifesto : 10 Theses of the Leftist Opposition in Ukraine](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article30895) : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article30895>

[4] Le texte complet en anglais est disponible sur ESSF (article 30895) [Manifesto : 10 Theses of the Leftist Opposition in Ukraine](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article30895).